



REPUBLIQUE DE LA GUINEE-BISSAU

COMMUNICATION NATIONALE

**L’agriculture Intelligente face au Climat en Guinée-Bissau :
Etat des lieux et besoins d’appui pour mieux intégrer l’AIC dans
le PNIA**

Juin 2015

Résumé Exécutif

La Guinée-Bissau possède une superficie totale de 36 125 km² et une population de 1,5 millions d'habitants. Le pays s'étend sur une zone de basse altitude, et possède un archipel qui comprend un grand nombre d'îles. A cet égard, le pays se retrouve particulièrement sensible à l'augmentation du niveau de la mer, aux inondations et aux intrusions d'eau salée consécutives au changement climatique.

Pour la caractérisation des territoires pour appréhender l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole en Guinée-Bissau, ont été prises en considération : la pluviométrie, la température et l'élévation du niveau de la mer.

Les trois territoires ainsi identifiés sont concordants avec ceux retenus par l'Institut National de la Météorologie et le Service de Génie Rural du Ministère de l'Agriculture, à savoir :

- La *zone nord-ouest* : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 984 et 1985 mm/an, avec 91 jours de pluies, la température entre la saison humide (mai à octobre) et la saison sèche (novembre à avril) allant de 22,3 à 31,8 ° C. (régions d'Oio, Cacheu et Biombo) ;
- La *zone nord-est* : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 907 et 1919 mm/an, avec un nombre moyen de jours de pluies de 65 jours. Cette zone est caractérisée par de grandes variations de température entre la saison humide et la saison sèche, allant de 20,9 à 34,6 °C. (régions de Bafatá et Gabú) ;
- La *zone sud* : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 1130 et 2615 mm/an, avec un nombre moyen de jours de pluies de 123 jours. Cette zone du pays qui inclut la zone côtière et les Îles, est caractérisée par des variations de température entre la saison humide et la saison sèche allant de 22,2 à 31,8 ° C. (régions de Buba Bolama-Bijagós et Tombali).

Dans les territoires Nord-Ouest et Nord-Est du pays, le degré d'exposition aux changements climatiques est moyen à élevé au regard de la variabilité et de la diminution de la pluviométrie, de l'augmentation de la température et de la sécheresse. Dans le territoire Sud du pays, c'est un peu différent, le degré d'exposition étant élevé au regard de la variation pluviométrique et de la montée du niveau de la mer, et moyen au regard de l'augmentation de la température.

Le degré de sensibilité aux impacts du changement climatique est considéré comme élevé au Nord-Ouest et Nord-Est : cycles végétatifs des cultures non bouclés, salinisation, sécheresse et dégradation des sols, sécheresse saisonnière, baisse de la production agricole et des rendements, perte de troupeaux, inondation, érosion hydrique et côtière. Il est considéré comme moyen au Sud : augmentation de la pluviométrie et du niveau de la mer, inondations et intrusion de l'eau salée dans les rizières, augmentation de la température, réduction de la biodiversité halieutique, baisse de la production agricole et des rendements, destruction des infrastructures en zones côtières (ex : digues), déforestation, feux de brousse et culture itinérants.

La capacité adaptative au Nord-Ouest est considérée comme moyenne à élevée pour l'agriculture et élevée pour l'élevage, la pêche, l'aquaculture, la fruiticulture et le maraîchage. Elle est considérée comme moyenne pour les territoires Nord-Est et Sud : disponibilité d'eau douce pour l'irrigation de bas-fonds, possibilité de développement de l'élevage et du commerce, pratique de la transhumance, disponibilité de terres de mangrove pour la réalisation des aménagements hydro-agricoles et la construction des barrages, développement de la pêche artisanale, aquaculture, élevage et fruiticulture.

La vulnérabilité résultante pour les zones Nord-Ouest et Nord-Est peut être résumée en sécheresse saisonnière, baisse de production agricole, baisse de rendement, insécurité alimentaire et malnutrition généralisée, faim et maladies, réduction de la biodiversité, perte de

troupeaux, dégradation des sols et érosions (hydriques et côtières), inondations, érosions et la pratique de la transhumance.

Pour le Sud, elle peut être résumée ainsi : réduction de la biodiversité halieutique, baisse de production agricole, baisse du rendement économique et de la productivité, destruction des infrastructures dans les zones côtières, intrusion saline, pénurie en eau potable, salinisation des rizières, destruction des digues, déforestation, feux de brousse et cultures itinérantes, érosions côtières et hydriques.

La problématique de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique est suffisamment bien abordée dans les programmes nationaux sectoriels, notamment le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA), le Programme d'Action National d'Adaptation aux effets des Changements Climatiques (PANA) et le document de diagnostic sur l'Action Nationale d'Atténuation Appropriée (NAMA). Depuis très récemment, avec l'appui financier de la FAO et de la Banque Mondiale, le pays est en train de s'organiser pour intégrer le processus REDD+.

Un processus de dialogue interinstitutionnel est établi par les différentes institutions liées aux changements climatiques, notamment le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministère des Ressources Naturelles, le Secrétariat d'Etat à l'Environnement (IBAP, CAIA) et les autres institutions et PTF.

Comme explicité précédemment, l'AIC est bien présente dans le PNIA de la Guinée-Bissau. L'AIC y a notamment été intégré à travers un atelier organisé en décembre 2013 à Bissau à cet effet. A cet égard, la Guinée-Bissau, à travers la présente communication nationale, formule les besoins d'appui suivants à l'encontre de la CEDEAO pour mettre en œuvre les actions d'AIC du PNIA :

- i) appui à la mobilisation de fonds pour la mise en œuvre des activités programmées dans le PNIA;
- ii) appui au renforcement des capacités des ressources humaines en matière d'AIC et de résilience ;
- iii) appui aux structures de suivi-évaluation existantes dans la mise en œuvre du PNIA.

1. Les territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique en Guinée-Bissau

1.1 Présentation des territoires

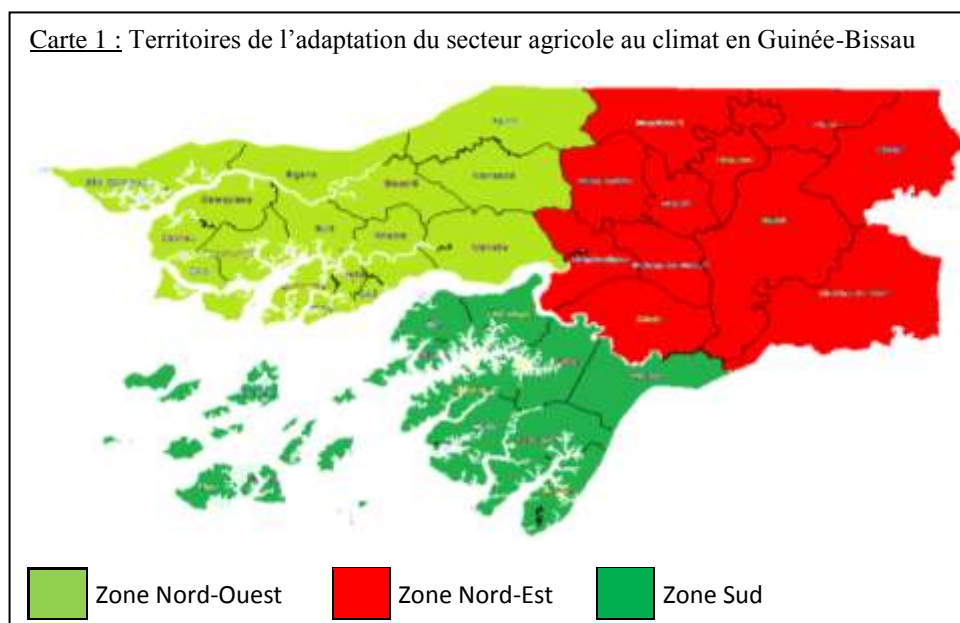
La Guinée-Bissau possède une superficie totale de 36.125 km² et une population de 1,5 millions d'habitants. Le pays s'étend sur une zone de basse altitude, et possède un archipel qui comprend un grand nombre d'îles. A cet égard, le pays se retrouve particulièrement sensible à l'augmentation du niveau de la mer, aux inondations et aux intrusions d'eau salée consécutives au changement climatique.

Les données observées dans les derniers trente années révèlent une diminution globale de la pluviométrie et un raccourcissement de la période des pluies, qui se concentre sur cinq mois de l'année seulement (de juin à octobre), contrairement au passé. La température annuelle moyenne est de 26,8 °C, avec une amplitude thermique faible de 3 à 4 °C. Pendant la période chaude de l'année, de mars à mai, les températures maximales oscillent entre 32 et 39°C et les températures minimales entre 20 à 24 °C. Pendant la période fraîche, de décembre à février, les températures maximales oscillent entre 25 et 30 °C et les minimales entre 16 et 20 °C, avec une humidité relative moyenne autour de 70%. Pour la caractérisation des territoires pertinents pour appréhender l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole en Guinée-Bissau, trois principaux critères ont été pris en considération : la pluviométrie et la température (variables du climat) ainsi que l'élévation du niveau de la mer (conséquence du changement climatique).

Les trois territoires ainsi identifiés sont concordants avec ceux retenus par l'Institut National de la Météorologie et le Service de Génie Rural du Ministère de l'Agriculture, à savoir (cf. carte 1 ci-dessous) :

- **La zone nord-ouest** : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 984 et 1985 mm/an, avec un nombre moyen de jours de pluies de 91 jours. Cette zone est caractérisée par de grandes variations de température entre la saison humide (mai à octobre) et la saison sèche (novembre à avril), allant de 22,3 à 31,8 °C. Cette zone se caractérise par un système de production mixte : mangrove et bas-fonds associés aussi à l'agropastoralisme sédentaire. Dans cette zone se retrouvent des sols hydro-morphes, argilo-sableux et ferralitiques ou fersialiques avec une vocation agricole, pastorale ou sylvicole (Régions d'Oio, Cacheu et Biombo).
- **La zone nord-est** : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 907 et 1919 mm/an, avec un nombre moyen de jours de pluies de 65 jours. Cette zone est également caractérisée par de grandes variations de température entre la saison humide et la saison sèche, allant de 20,9 à 34,6 °C. Les températures et l'ensoleillement sont sensiblement plus élevés dans cette zone (Bafata et Gabu en particulier) que dans les autres. Cela détermine le système de production existant : un système de production de bas – fonds associé à l'agropastoralisme de transhumance. Les sols prédominants y sont les sols hydro-morphes dérivés d'alluvions maritimes, les bas-fonds, aptes aux cultures de riz de bas-fonds, ainsi que les sols argilo-sableux et ferralitiques où sont pratiquées les cultures de plateaux, notamment le coton, l'arachide, les fruits et le maraîchage.

- **La zone sud** : la distribution pluviométrique (moyenne annuelle) est comprise entre 1130 et 2615 mm/an, avec un nombre moyen de jours de pluies de 123 jours. Les pluies y sont donc plus longues et plus intenses que dans les deux autres zones. L'extension de nombre de jours de pluies et les végétations existantes font de la zone sud la zone la plus humide du pays, et détermine le système de production existant : un système de production de mangrove associé à l'agropastoralisme sédentaire. Cette zone du pays, qui inclut la zone côtière et les Îles, est caractérisée par des variations de température entre la saison humide et la saison sèche allant de 22,2 à 31,8°C. Les sols prédominants dans cette zone sont les sols hydro-morphes, aptes aux cultures de riz de mangrove, de fruits et de tubercules.



1.2 Analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques

Territoires	Degré d'exposition aux changements climatiques	Degré de sensibilité aux impacts de CC	Capacité adaptative du territoire	Vulnérabilité résultante
Zone Nord-Ouest <i>(Biombo, Oio et Cacheu)</i>	Moyen à élevé : <ul style="list-style-type: none"> - Elevé par rapport à la variation pluviométrique et à la diminution de la pluviométrie - Moyen par rapport à la variation de température et à la sécheresse 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - Cycles végétatifs des cultures non bouclés - Salinisation, sécheresse et dégradation des sols - Sécheresse saisonnière - Baisse de la production agricole et des rendements - Perte de troupeaux - Erosion hydrique et côtière 	Moyenne à élevée : <ul style="list-style-type: none"> - Moyenne en agriculture : disponibilité de bas-fonds mais très dépendant des eaux de pluies - Elevée pour l'élevage, la pêche, l'aquaculture, la fruiticulture et le maraîchage : disponibilité en eau pour la pratique des activités d'élevage, de pêche, d'aquaculture, de 	Elevée : <ul style="list-style-type: none"> - Sécheresse saisonnière - Baisse de la production et des rendements - perte de troupeaux - salinisation, sédimentation, dégradation des sols et érosions (hydriques et côtières) - Réduction de la biodiversité

			fruiticulture et de maraîchage	<ul style="list-style-type: none"> - Insécurité alimentaire et malnutrition généralisées - Faim et maladies
Zone Nord-Est <i>(Bafata – Gabu)</i>	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - variation pluviométrique et diminution de la pluviométrie - variation de température et sécheresse 	Elevé : <ul style="list-style-type: none"> - cycles végétatifs des cultures non bouclés - salinisation, sécheresse et dégradation des sols - Sécheresse saisonnière - baisse de la production agricole et des rendements - manque d'eau et de pâturages - perte de troupeaux - inondations - érosion 	Moyenne : <ul style="list-style-type: none"> - disponibilité d'eaux douce pour l'irrigation de bas-fonds - possibilité de mécanisation - Possibilité de développement de l'élevage et du commerce - pratique de la transhumance 	Elevée : <ul style="list-style-type: none"> - Sécheresse saisonnière - Baisse de la production et des rendements - Perte de troupeaux - Inondation, sédimentation et dégradation des sols - Erosion - Pratique de la transhumance
Zone Sud <i>(Quinara, Tombali et Bolama)</i>	Moyen à élevé : <ul style="list-style-type: none"> - Elevé par rapport à la variation pluviométrique et à la montée du niveau de la mer - Moyen par rapport à l'augmentation de la température 	Moyen : <ul style="list-style-type: none"> - Forte sensibilité aux impacts de l'augmentation de la pluviométrie et du niveau de la mer : inondations et intrusion de l'eau salée dans les rizières - Faible sensibilité aux impacts de l'augmentation de la température - Réduction de la biodiversité halieutique, - baisse de la production agricole et des rendements - Destruction des infrastructures en zones côtières (ex : digues) - intrusion saline, pénurie en eau potable, salinisation des rizières - déforestation, feux de brousse et culture itinérants - érosion hydrique et côtière 	Moyenne : <ul style="list-style-type: none"> - disponibilité de terres de mangrove pour la réalisation des aménagements hydro agricoles et la construction des barrages - développement de la pêche artisanale, aquaculture, élevage et fruiticulture 	Moyenne à élevée : <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la biodiversité halieutique, - Baisse de production et des baisse de rendement économique et de la productivité ; - Destruction des infrastructures dans les zones côtières ; intrusion saline, pénurie en eau potable ; Salinisation des rizières, destruction des digues, déforestation, feux de brousse et culture itinérants, érosions (côtières et hydriques).

1.3 Etat des lieux/diagnostic de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique dans ces territoires

Territoires	Avancées observées	Difficultés rencontrées	Besoins d'appui au niveau local
Zone Nord-Ouest <i>(Biombo, Oio et Cacheu)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ● Intervention du Ministère de l'Agriculture : → PASA (Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire) : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine d'ornements hydro-agricoles et construction de petits barrages dans la région de Biombo pour permettre une bonne utilité des eaux de pluies - Dans le domaine de l'élevage, i) constructions de rampes pour les animaux (petits ruminants); ii) introduction des cultures fourragères; iii) actions d'amélioration de la santé et alimentation animale ; iv) introduction d'espèces plus productifs - Dans le domaine agricole, i) introduction des variétés du riz de cycle court ; ii) introduction des plantes de fruits améliorée; iii) construction des magasins → PEASA (Projet d'appui à l'Emergence dans la Sécurité Alimentaire) : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine agricole, i) réhabilitation des rizières; ii) production du riz (utilisation des engrais et pesticides) ; iii) distribution des petits matériels de production et transformation - Dans le domaine d'infrastructure, i) Réhabilitations des pistes rurales 	<ul style="list-style-type: none"> - mobilisation des communautés - manque de main d'œuvre - faible motivation des jeunes pour la pratique des activités agricole au niveau local - manque de nourriture pour les travaux, - manque des personnels qualifiés - manque d'appui financier et politique de l'état 	<p>Il est jugé nécessaire des appuis suivants au niveau local pour la consolidation des avancées observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Petits matériels (tubes PVC, de transformation, etc.) pour la rétention et gestion de l'eau
Zone Nord-Est <i>(Bafata – Gabu)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ● Intervention du Ministère de l'Agriculture : → PASA (Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire) : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine d'ornements hydro-agricoles et construction de petits barrages dans la région de Gabu pour permettre une bonne utilité des eaux de pluies - Dans le domaine de l'élevage, i) constructions de rampes pour les animaux (petits ruminants); ii) introduction des cultures fourragères; iii) actions d'amélioration de la santé et alimentation animale ; iv) introduction d'espèces plus productifs - Dans le domaine agricole, i) introduction des variétés du riz de cycle court ; ii) plantes de fruits améliorée; iv) construction des magasins → PEASA (Projet d'appui à l'Emergence dans la Sécurité Alimentaire) : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine agricole, i) réhabilitation des rizières; ii) production du riz (utilisation des engrais et pesticides) ; iii) distribution des petits matériels de production et transformation - Dans le domaine d'infrastructure, i) Réhabilitations des pistes rurales → Projet d'Appui au « renforcement des capacités nationales de la Guinée-Bissau en matière de gestion durable de terres et lutte contre la désertification : <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine des forêts, i) formation des cadres de diverses administrations, ONG chargés de l'appui aux organisations communautaires des gestions des ressources naturelles, des membres d'Organisations Paysannes d'appui et des bénéficiaires à la base à l'appui à l'émergence des organisations communautaires de gestion des 		<ul style="list-style-type: none"> - Alphabétisation des femmes - Semences horticoles pour les femmes - sensibilisation des communautés locales sur importance de l'AIC - formation de communautés locales en associationnisme - formation des techniciens en AIC

	<p>ressources naturelles et au renforcement des capacités d'organisation et de gestion desdites organisations</p> <ul style="list-style-type: none"> - actualisation ou élaboration de plusieurs documents importants dans le domaine de la GDT/LCD (PAN/LCD, Stratégie Financière Intégrée/Cadre Intégré d'Investissement [SFI/CII], plan directeur forestier, etc.) <p>→ AGIR (Appui à la Gestion Intégrée des Ressources naturelles):</p> <p>Ce projet est basé dans la région de Gabu et dépend directement du ministère de l'agriculture.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine agricole, i) appui en semences horticoles aux femmes ; ii) appui en équipements et matériels pour extraction d'huile de palme - Dans le domaine des forêts, i) formation des communautés en matière de la gestion des ressources naturels ; ii) formation en nouvelles technologies d'extraction et production du miel, huile de palme, sel iodé et savon à partir d'huile de palme ; iii) formation en construction de foyer amélioré <p>● Intervention du PRRCASAHMC-GB (Projet Renforcement de la Résilience et de la Capacité d'Adaptation aux Changements Climatiques des Secteurs Agraire et Hydrique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine agricole, i) Introduction de techniques résilientes d'adaptation ; ii) technique zai ; iii) introduction du labour perpendiculaire ; iv) technique de rotation des cultures ; v) introduction des semences de cycle court ; vi) introduction de variété du riz Nerica ; vii) multiplication de semences par les agriculteurs - Dans le domaine de l'élevage, i) campagne de vaccination des animaux ; ii) construction de cliniques vétérinaires ; iii) introduction de nouvelle culture fourragère ; iv) Production des engrais organiques - Dans le domaine des forêts, i) introduction de brick-énergie pour éviter la pression sur les forêts ; ii) campagne de sensibilisation pour l'introduction de foyers améliorés et fours solaires ; iii) reforestation comme barrières vivantes pour protéger cultures alimentaires ; iv) création du comité de vigilance environnementale ; v) introduction de la problématique changements climatiques dans le schéma directeur d'eau et assainissement et la lettre de politique du développement d'élevage 		<ul style="list-style-type: none"> - création d'institutions locales de micro-crédit - décortiqueuse des céréales pour les femmes - Presse pour l'extraction d'huile de palme
<p>Zone Sud</p> <p><i>(Quinara, Tombali et Bolama)</i></p>	<p>● Intervention du Ministère de l'Agriculture :</p> <p>→ PASA (Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine d'ornements hydro-agricoles et construction de petits barrages dans la région de Tombali pour permettre une bonne utilité des eaux de pluies - Dans le domaine de l'élevage, i) constructions de rampes pour les animaux (petits ruminants); ii) introduction des cultures fourragères; iii) actions d'amélioration de la santé et alimentation animale ; iv) introduction d'espèces plus productifs - Dans le domaine agricole, i) introduction des variétés du riz de cycle court ; ii) plantes de fruits améliorée; iv) construction des magasins <p>→ AGIR (Appui à la Gestion Intégrée des Ressources naturelles):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine agricole, i) appui en semences horticoles aux femmes ; ii) appui en équipements et matériels pour extraction d'huile de palme - Dans le domaine des forêts, i) formation des communautés en matière de la gestion des ressources naturels ; ii) formation en nouvelles technologies d'extraction et production du miel, huile de palme, sel iodé et savon à 		

	<p>partir d'huile de palme ; iii) formation en construction de foyer amélioré</p> <p>→ PRRDC (Projet de Réhabilitation Rurale et de Développement Communautaire)</p> <p>L'objectif général du projet était de lutter contre la pauvreté en milieu rural en améliorant les conditions de vie et les revenus des populations cibles, notamment des femmes et des jeunes, par la valorisation et gestion viable à long terme des ressources naturelles. Le projet s'articulait autour de quatre composantes elles-mêmes subdivisées en sous-composantes: i) Composante 1 « Réhabilitation d'infrastructures routières et de services sociaux de base » avec trois sous-composantes : 1.1. Pistes Rurales; 1.2. Education et ; 1.3 Alimentation en eau potable ; ii) Composante 2 « Renforcement des capacités et animation » dont les sous-composantes sont : 2.1. Appui-conseil aux organisations rurales ; 2.2. Fonds des initiatives pour le développement locales (FIDL) et 2.3. Animation et appui-méthodologique ; iii) Composante 3 « Relance et développement de l'économie rurale » et ; Composante 4 « Gestion du projet ».</p> <p>● Interventions des ONG dans le cadre du PRRDC</p> <p>→ ONG AGUIPRODES:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine des forêts, i) création de pépinière pour la reforestation ; ii) création des forêts communautaires - Dans le domaine de la pêche artisanale, i) création de pépinière pour la reforestation ; ii) création des forêts communautaires <p>→ ONG AD (Actions pour le Développement):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le domaine des forêts, i) création de pépinière pour la reforestation ; ii) création des forêts communautaires 		
--	---	--	--

2. L'AIC dans le cadre des programmes nationaux sectoriels (PNIA, PANA et futur PNA, gestion de l'eau)

2.1 Etat des lieux/diagnostic du volet adaptation des programmes nationaux sectoriels

Le PNIA :

Les activités du Programme National d'Investissements Agricoles (PNIA) en lien avec l'adaptation de l'agriculture sont précisées ci-dessous pour les différents sous-secteurs agricoles :

- Production animale, végétale et halieutique : le PNIA prend en considération les activités de recherche et vulgarisation, ainsi que des actions de sensibilisation, portant notamment sur des bonnes pratiques agricoles et l'application du code de conduite d'une pêche responsable. Pour mieux aider les agriculteurs à renforcer leurs résiliences face aux changements climatiques, le PNIA considère nécessaire de s'attaquer de façon plus spécifique aux problèmes de sécheresse, à travers la construction de petits barrages et de systèmes d'irrigation à faible coût, le développement de l'hydraulique rurale, l'introduction des plantes de cycle court et résistantes à la sécheresse, l'introduction des semences améliorées adaptées aux scénarios climatiques extrêmes ;
- Inondations : le PNIA se focalise sur des actions permettant l'amélioration de la gestion de l'eau (aménagements hydro-agricoles) ;
- Déforestation : le PNIA privilégie la pratique de la rotation des cultures, l'intensification des systèmes de production, des actions de minimisation des feux de brousse et du défrichage, ainsi que l'introduction des plantes à croissance rapide ;
- Elevage : le PNIA considère nécessaire d'entreprendre l'intensification de la production, le développement des cultures fourragères, et la formation des éleveurs entre autres ;
- Enfin, le PNIA considère particulièrement les actions en matière de résilience, nutrition, prévention et gestion des crises alimentaires, suivi de la vulnérabilité des ménages ruraux, ainsi que les actions en matière de renforcement du système météorologique d'observation, d'information et d'alerte précoce.

Donc, de notre point de vue, la problématique de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique est suffisamment bien abordée dans le cadre du le PNIA.

Le PNIA a été validé en novembre 2013 et actuellement il ne dispose pas d'un financement car il attend l'organisation du *Business meeting* pour son financement. Néanmoins, dans le cadre de l'organisation de la Table ronde pour la Guinée-Bissau, six fiches de projets ont été élaborées pour le secteur agricole et présentées aux PTF, notamment : i) Gestion durable des terres ; ii) Promotion des filières végétales iii) Renforcement institutionnel et coordination sectorielle ; iv) Recherche et conseils agricoles ; et v) Promotion des productions animales. Bien que la problématique de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique soit suffisamment bien abordée dans le document de PNIA, aucune action concrète en matière d'adaptation n'a pas été mise en œuvre pour le moment.

Le PANA :

Les activités du Programme d'Action National d'Adaptation aux effets des Changements Climatiques (PANA) en lien avec l'adaptation de l'agriculture sont précisées ci-dessous pour les différents sous-secteurs agricoles :

- Production végétale : le PANA privilégie le conseil et la sensibilisation aux agriculteurs en faveur de la diversification de la production et de la diète alimentaire, ainsi que du renforcement des capacités de prévention et de protection des rizières contre l'intrusion saline ;
- Erosion côtière et inondations : le PANA donne la priorité aux actions d'éducation et de communication environnementale dans la zone côtière, ainsi que les actions visant à une meilleure gestion de l'eau, en lien avec le développement des aménagements hydro-agricoles ;
- Foresterie : le PANA met l'accent sur les actions d'utilisation rationnelle des ressources agro-sylvo-pastorales comme manière de combattre la sécheresse et la déforestation. Ceci à travers des actions de reboisement utilisant des essences adaptées à la sécheresse, et des actions de gestion durable des terres par les communautés via la récupération des sols et l'augmentation du couvert forestier dans les zones dégradées ;
- Elevage : le PANA met l'accent sur l'appui à l'élevage à cycle court, sur les actions d'amélioration de la santé animale, de construction d'étables pour la sédentarisation et le meilleur contrôle des animaux, ainsi que sur l'introduction de plantes fourragères et la construction de points d'eau.

Ces priorités visent essentiellement à augmenter le niveau de sécurité alimentaire des populations du monde rural, en vue de renforcer leur capacité d'adaptation, réduire la pression sur les ressources forestières et améliorer l'accès à l'eau potable pour la consommation humaine et pour le bétail. A cet égard, la problématique de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique est suffisamment bien abordée dans le cadre du PANA. Le budget global du PANA est de six (6) millions de USD pour la période 2006-2010. Le niveau de mise en œuvre du PANA est faible faute de financement. Le seul projet du PANA en cours est le Projet de Renforcement de la Résilience et de la Capacité d'Adaptation des Secteurs Agraire et Hydrique aux Changements Climatiques (PRRCASAHMC-GB) financé par GEF/PNUD. C'est dans ce cadre que le PANA contribue actuellement à l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, dans la zone d'intervention du projet.

Le programme de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) :

Pour le moment le pays ne possède pas de PAGIRE (Plan d'action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau) ni de politique sur l'irrigation, les aménagements hydro-agricoles ou l'hydraulique rurale. Cependant, une feuille de route pour la mise en œuvre d'un programme de GIRE pour la période de 2009-2015 a été élaboré en juin 2009 par le Ministère en charge des ressources en eau. Pour le moment, la mise en œuvre de cette feuille de route n'a pas eu lieu faute de financement.

2.2 Etat des lieux/diagnostic du volet atténuation des programmes nationaux sectoriels et lien aux NAMA

Le volet atténuation n'a pas été spécifiquement traité dans l'ensemble des programmes sectoriels nationaux notamment, y compris PNIA et PANA. Cependant, certaines actions préconisées dans ces politiques sectorielles contribuent à l'atténuation par la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le secteur agricole, considéré comme un secteur particulièrement émetteur de GES.

Ainsi, le PNIA se focalise sur la problématique de déforestation, appui l'intensification de la production (par opposition à l'extensification qui génère un changement d'usage des sols) et l'utilisation rationnelle des engrais chimiques. De même, en matière d'élevage, les activités du PNIA privilégient la concentration du méthane (CH₄) provenant de la production animale.

La Guinée-Bissau dispose par ailleurs d'un document de NAMA (Actions nationales appropriées en matière d'atténuation). Le NAMA focalise son intervention sur la stratégie de développement à faible émission de GES, adaptée à l'impact des changements climatiques et alignée avec les objectifs du millénaire pour le développement, en particulier la réduction de la pauvreté. Il préconise aussi la lutte contre la déforestation et la désertification, et promeut l'usage rationnel du bois et du charbon, la dissémination de la technique de production de bio gaz, et l'utilisation de bio-fertilisants pour l'horticulture par les populations des zones périphériques et urbaines. Malheureusement le pays n'a pas pu mobiliser un financement pour la mise en œuvre effective du NAMA. C'est donc en 2015 que la FAO a financé le programme REDD (Réduction des émissions de gaz à effet de serre issues de la déforestation et de la dégradation des forêts) à travers un projet TCP (223.000 USD).

En conclusion, l'aspect atténuation n'a pas été suffisamment traité dans l'ensemble des programmes nationaux sectoriels.

3. Le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

3.1 Problématiques et besoins associés en matière d'AIC

Les principales institutions concernées par l'agriculture intelligente face au climat (AIC) sont :

- le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à travers ses Directions Générales ;
- le Secrétariat d'Etat à l'Environnement ;
- le Secrétariat d'Etat au Tourisme ;
- le Ministère des Ressources Naturelles ;
- l'Institut de la Biodiversité, des Aires Protégées, et de la Planification Côtière ;
- et certaines ONG opérant dans le domaine de l'agriculture, et de l'environnement (cf. tableau section 1.3).

Bien que toutes ces institutions interviennent dans le domaine des changements climatiques, il faut reconnaître qu'il n'existe pas de façon formelle de dialogue entre ces institutions au niveau de leurs zones d'intervention, faute de forum ou de cadre de dialogue approprié existant. Seul un dispositif régional existe dans la région de

Tombali : le forum d'orientation de la gouvernance régionale, rassemblant les services de l'état, les ONG et les associations communautaires de base, afin d'analyser les principaux problèmes de la zone.

En ce que concernent les actions par secteur des différentes institutions, il faut souligner qu'il existe une certaine cohérence et des synergies intersectorielles. Néanmoins, il persiste aussi des duplications et disparités d'actions.

3.2 Les mécanismes existants en matière : description, avancées et difficultés

Concernant le PANA, un processus de dialogue interinstitutionnel a été initié, avec le décret de création du Comité National (CN) PANA par la Direction Générale de l'Environnement. Le CN PANA est composé de 15 institutions, dont 9 du secteur public et 6 de la société civile, intervenant dans les secteurs d'activités identifiés comme vulnérables et donc prioritaires par le Gouvernement dans le cadre du PANA.

Concernant le PNIA, un processus de dialogue interinstitutionnel est également en passe d'être créé : le Comité National de Pilotage (CNP) du PNIA, en charge de son pilotage. Ce comité sera placé sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, et comprendra :

- les Directions Générales de l'Agriculture, de l'Élevage, des Forêts, des Ressources Hydriques et de la Pêche ;
- les Ministères du Commerce, des Infrastructures, de la Santé Publique ;
- Secrétariat d'Etat de l'Environnement ;
- des représentants des PTF (trois ou quatre), qui seront désignés au sein du Groupe de travail des partenaires techniques et financiers du secteur agricole (GTPTFSA) pour participer aux travaux du CNP ;
- des représentants du secteur privé, de la société civile et des organisations de producteurs.

Au PNIA sera également associé un Comité Technique de Suivi (CTS), intégrant :

- le GAPLA (Cabinet de Planification Agricole) ;
- la Direction Générale du Plan ;
- le Secrétariat d'Etat des Pêches et de l'Economie Maritime ;
- les Directions Générales du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ;
- la Direction Générale de l'Environnement ;
- et un représentant des PTF.

Le CTS sera mis en place pour assurer à un rythme semestriel la supervision des actions du PNIA, et participer à une révision périodique de l'exécution du programme. Les analyses et les conclusions issues de ces exercices devront permettre d'alimenter les délibérations du Comité National de Pilotage (CNP).

Le dispositif institutionnel prévu pour la coordination de la mise en œuvre du PNIA comporte :

- une coordination au niveau central, avec la création de la Cellule de Coordination qui sera mise en place au niveau du GAPLA. Elle abritera par ailleurs le Système National d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (SAKSS), dont le but est de contribuer à informer et à guider le processus de mise en œuvre du PNIA ;
- une coordination au niveau régional, qui sera assurée par la Direction Régionale de l'Agriculture.

Concernant le secteur de l'eau, la Commission Interministérielle des Eaux (CIMA), approuvée par le Gouvernement en 1992, établit le régime général pour la gestion, l'utilisation et la conservation des ressources hydriques, et détermine son cadre institutionnel. Concernant le secteur de l'environnement, de la biodiversité et de la gestion des zones côtières, le Cabinet National de Planification Côtière (CNPC) est précurseur des mesures dans le domaine de la conservation et du développement durable des zones côtières dans tous les aspects, notamment les écosystèmes, la biodiversité, l'érosion côtière et leurs causes, le suivi écologique. Ces dernières (les écosystèmes, la biodiversité, l'érosion côtière et leurs causes, le suivi écologique) ont été consolidées avec l'approbation du Plan National de Gestion Environnementale (PNGA) et de l'EPAN-DB (Stratégie et Plan d'Action National pour la Diversité Biologique), ainsi qu'avec la Loi-cadre des secteurs protégés, et certaines perspectives concernant l'IBAP (Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées), l'INA (Institut National Environnemental) et les Evaluations d'Impact Environnemental (CAIA).

Le Plan Directeur du Tourisme fait le lien entre développement touristique et conservation de la biodiversité. Il intègre les risques sur ce sous-secteur, et pourrait être amené à être mis à jour afin d'intégrer l'adaptation aux défis socio-économiques et climatiques à venir.

Malgré les mécanismes existants en matière de dialogue interinstitutionnel et de cohérence intersectorielle ci-dessus mentionnés il s'avère nécessaire l'institutionnalisation d'un cadre de concertation en tant qu'instrument majeur de coordination des interventions dans le cadre de la mise en œuvre de ces différents programmes et plans d'action. Ce cadre aurait pour objectif d'assurer une bonne concertation entre les différents organes de la mise en œuvre de ces documents stratégiques nationaux notamment le PNIA, le PANA, le PNGA (Plan National de Gestion Environnementale) et de l'EPAN-DB (Stratégie et Plan d'Action National pour la Diversité Biologique) autour de l'AIC.

4. Les besoins et demandes d'appui à l'encontre de la CEDEAO

4.1 Pour intégrer l'AIC dans le PNIA

Comme explicité précédemment, l'AIC est bien présente dans le PNIA de la Guinée-Bissau. L'AIC y a notamment été intégré à travers d'un atelier organisé en décembre 2013 à Bissau à cet effet.

A cet égard, la Guinée-Bissau, à travers la présente communication nationale, formule les besoins d'appui suivants pour mettre en œuvre les actions d'AIC du PNIA :

- i) appui institutionnel aux institutions liées à la problématique de l'AIC ;

- ii) prévention et gestion des risques de catastrophes naturelles ;
- iii) renforcement des ressources humaines qualifiées (cadres spécialisés) dans le domaine de l'AIC ;
- iv) moyens financiers pérennes pour la mise en œuvre du PNIA.

Il est demandé à la CEDEAO d'appuyer le pays en :

- i) mobilisation de fonds pour la mise en œuvre des activités programmées dans le PNIA;
- ii) renforcement des capacités des ressources humaines en matière d'AIC et de résilience ;
- iii) appui aux structures de suivi-évaluation existantes dans la mise en œuvre du PNIA.

4.2 Pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

Pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC et du PNIA, il est nécessaire de créer un cadre national permanent de concertation et de coordination ressemblant les principaux acteurs intervenant dans le secteur notamment :

- Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, à travers ses Directions Générales ;
- Le Secrétariat d'Etat à l'Environnement et Secrétariat d'Etat au Tourisme à travers la Direction Générale du Tourisme ;
- Le Ministère des Ressources Naturelles à travers la Direction Générale des Ressources Hydriques ;
- Le Secrétariat d'Etat à la Pêche et à l'Economie Maritime ;
- Le Ministère de l'Energie et de l'Industrie ;
- Le Ministère de l'Administration Interne (service de la protection civile) ;
- Les ONG et les associations communautaires de base concernées.